

**DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS**

Société Anonyme au capital de 12 441 617,26 euros  
Siège social : 393 rue Charles Lindbergh 34130 Maugeuio  
RCS Montpellier - 389 873 142

**STATUTS**

**A jour au 27 septembre 2011.**

*Cly*

### **Article 1 : Forme**

Constituée par acte sous seing privé du 21 janvier 1993 sous forme de société anonyme, elle est régie par les lois et règlements en vigueur et les présents statuts.

### **Article 2 : Objet**

La société a pour objet en France et en tous pays :

- toutes activités de services, commerciales et financières, industrielles et techniques, notamment et en partie, dans le domaine des applications de mesures physiques et de diagnostic médical,
- la mise en place, la réalisation, le contrôle de structures financières, commerciales, industrielles et techniques, pour son propre compte et/ou pour le compte d'autrui, ainsi que l'administration, comptable, commerciales et financières, industrielles et techniques de toutes entreprises,
- la participation directe ou indirecte à toutes opérations pouvant se rattacher à l'objet social précité, par la création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusions, d'alliances, d'associations en participation et par tout autre moyen et sous toutes autres formes utilisées en France et à l'étranger, ainsi que la prise de participation, par tous moyens, directs ou indirects, dans toutes activités de services, commerciales et financières, industrielles et techniques,
- et plus généralement toutes les opérations de services, commerciales et financières, industrielles et techniques ainsi que toutes opérations immobilières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité, ou à tous objets similaires, connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, et ce en tous pays.

### **Article 3 : Dénomination**

La société est dénommée : DIAGNOSTIC MEDICAL SYSTEMS

Le sigle de la société est « DMS »

### **Article 4 : Siège social**

Le siège social est établi à : 393 rue Charles Lindbergh 34130 Mauguio.

Au cas où le siège est déplacé par le conseil d'administration dans les conditions prévues par la loi, le nouveau lieu est d'office substitué à l'ancien dans le présent article.

Le conseil d'administration a la faculté de créer des succursales et agences de la société en FRANCE et à l'étranger sans qu'il puisse en résulter des dérogations aux règles de compétence édictées par les présents statuts.

### **Article 5 : Durée**

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

### **Article 6 : Formation du capital**

Les soussignés ont fait apport, à sa constitution, à la société, des sommes en numéraire, libérées du quart de leur valeur nominale représentant un apport en numéraire total par les actionnaires de 125.000 F.

- Aux termes d'une délibération du conseil d'administration en date du 9 Février 1996, le solde du capital social restant à verser a été intégralement libéré, soit de 375.000 F
- Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 Mars 1998, le capital social a été augmenté de 6.900.000 Frs par incorporation des réserves à due concurrence, soit 900.000 F
- Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 Mars 1998, le capital social a été augmenté de 1.960.000 Frs au moyen d'apports en nature, soit de 1.960.000 F
- Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 Avril 1998, le nominal des actions a été divisé par 20 pour le ramener de 100 Francs à 5 Francs.
- Aux termes d'une délibération du conseil d'administration du 13 mai 1998, le capital social a été augmenté de 1.850.000 Francs par création de 370.000 actions nouvelles de 115 Francs chacune, prime d'émission de 110 Francs incluse, soit 1.850.000 F
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 31 décembre 2001, l'augmentation de capital résultant des levées d'option s'est élevé à 37.350 Francs correspondant au montant nominal des 7.470 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 11.247.350 Francs divisé en 2.249.470 actions de 5 Francs.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 31 décembre 2001, le capital a été augmenté d'une somme de 33.019.317,78 Francs pour être porté à 44.266.667,78 Francs par incorporation d'une somme prélevée sur la réserve intitulée « prime d'émission » à due concurrence au moyen de l'élévation de la valeur nominale des actions de 5 Francs à 19,6787 Francs, de convertir immédiatement en unité euro la valeur nominale des 2.249.470. actions composant le capital social par application du taux de conversion (un euro pour 6,55957 francs) soit 3 euros et de fixer à 6.748.410 euros le montant du capital, chiffre obtenu par multiplication de la nouvelle valeur nominale par le nombre d'actions soit 44.266.667,78 F soit 6.748.410 euros
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 31 décembre 2002, l'augmentation de capital résultant des levées d'option s'est élevé à 9.000 Euros correspondant au montant nominal des 3.000 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 6.757.410 Euros divisé en 2.252.470 actions de 3 Euros.
- Suivant délibération du conseil d'administration du 13 juillet 2004, le capital social a été augmenté de 3.397.944 euros par l'émission de 1.132.648 actions nouvelles d'une valeur nominale de 3 euros. Comme conséquence, le capital social a été porté à 10.155.354 euros divisé en 3.385.118 actions de 3 euros chacune.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 20 septembre 2005, l'augmentation de capital résultant des levées d'option s'est élevée à 12.000 € correspondant au montant nominal des 4.000 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 10.167.354 € divisé en 3.389.118 actions de 3 €. Soit un total de 10.167.354 Euros.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 5 septembre 2006, l'augmentation de capital résultant des levées d'option s'est élevé à 163.500 € correspondant au montant nominal des 54.500 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 10.330.854 € divisé en 3.443.618 actions de 3 €
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 5 septembre 2006, le capital a été réduit d'une somme de 6 887 236 euros pour être ramené de 10.330.854 euros à 3.443.618 euros par apurement à due concurrence des pertes
- Suivant délibération du conseil d'administration du 27 septembre 2006, le capital social a été augmenté de 4.591.490 € par émission de 4.591.490 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 3.443.618 € à 8 035 108 € divisé en 8.035.108 actions

- Suivant délibération du conseil d'administration du 28 décembre 2007, l'augmentation de capital résultant des levées d'option s'est élevé à 25.000 € correspondant au montant nominal des 25.000 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 8.060.108 € divisé en 8.060.108 actions
- Suivant décision du Président en date du 31 décembre 2007, l'augmentation de capital résultant de l'exercice des bons de souscription « BSAR A » et « BSAR B » s'est élevé à 722.615 € correspondant au montant nominal des 722.615 actions nouvelles émises. Comme conséquence, le capital social a été porté à 8.782.723 € divisé en 8.782.723 actions
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11 août 2008, le capital a été réduit d'une somme de 4.503.522 euros pour être ramené de 8.782.723 euros à 4.279.201 euros par apurement à due concurrence des pertes
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 9 septembre 2008, le capital social a été augmenté de 7.702.096,57 € par émission de 15 808 901 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 4.279.201 € à 11.981.297,57 € divisé en 24.591.624 actions
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 2 mars 2010, le capital social a été augmenté de 40,93 € par émission de 84 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 11.981.297,57 € à 11.981.338,50 €, divisé en 24.591.708 actions.
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 31 mai 2010, le capital a été réduit d'une somme de 4.678.793 euros pour être ramené de 11.981.338,50 euros à 7.302.545,50 euros par apurement à due concurrence du report à nouveau débiteur.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 6 septembre 2010, le capital social a été augmenté de 947 903,16 € par émission de 3 192 114 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 7 302 545,50 € à 8 250 448,66 €, divisé en 27 783 822 actions.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 20 octobre 2010, le capital social a été augmenté de 4 125 224,33 € par émission de 13 891 911 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 8 250 448,66 € à 12 375 672,99 € divisé en 41 675 733 actions.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 14 janvier 2011, le capital social a été augmenté de 32 073,86 € par émission de 108 011 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 12 375 672,99 € à 12 407 746,85 €, divisé en 41 783 744 actions.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 28 avril 2011, le capital social a été augmenté de 21 104,53 € par émission de 71 071 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 12 407 746,85 € à 12 428 851,38 €, divisé en 41 854 815 actions.
- Suivant délibération du conseil d'administration en date du 27 septembre 2011, le capital social a été augmenté de 12.765, 88 € par émission de 42.990 actions nouvelles. Comme conséquence, le capital social a été porté de 12.428.851,38 € à 12.441.617,26 €, divisé en 41.897.805 actions.

### **Article 7 - Capital Social**

Le capital social est fixé à la somme de 12.441.617,26 euros (douze million quatre cent quarante et un mille six cent dix sept euros et vingt six centimes) divisé en 41.897.805 actions (quarante et un million huit cent quatre vingt dix sept mille huit cent cinq actions).

Ces actions sont des actions ordinaires. Elles constituent les seuls titres de capital émis par la société et composant son capital.

*cel*

## **Article 8 : Modification du capital**

### **Augmentation du capital :**

Le capital social peut être augmenté suivant décision ou autorisation de l'assemblée générale extraordinaire par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions, sous réserve des dispositions du Code de commerce réglementant le droit de vote.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-proprétaire d'actions s'exercent conformément aux dispositions en vigueur.

### **Amortissement et réduction du capital :**

Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens des dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés.

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire. Elle s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

## **Article 9 : Avantages particuliers**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers.

## **Article 10 : Libération des actions de numéraire**

Les actions souscrites en numéraire lors d'une augmentation de capital doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et de la totalité de la prime d'émission, s'il en est prévu une.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appels du conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social ainsi qu'au BALO ou par lettre recommandée individuelle.

### **Article 11 : Défaut de libération des actions**

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraînera, de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, l'obligation de paiement d'un intérêt au taux de base bancaire majoré de deux points, jour pour jour, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

### **Article 12 : Forme et transmission des actions**

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions s'effectue librement dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

### **Article 13 : Identification de l'actionnariat - Obligation d'information - Seuils**

La société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

La société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de Commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélées sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir plus de 5%, de 10%, de 20%, de 33,33%, de 50%, ou de 66,66% du capital ou des droits de vote de la société, devra se conformer aux dispositions légales et plus particulièrement devra en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception.

### **Article 14 : Droits attachés à chaque action**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux.

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Elle donne droit en outre à une part dans les bénéfices ainsi qu'il est stipulé sous l'article 25 ci-après.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Chaque membre de l'assemblée a droit à autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve des dispositions légales ou statutaires pouvant restreindre l'exercice de ce droit.

Un droit de vote double est toutefois accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire. Il est

également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Toutes les actions tant anciennes que nouvelles pourvu qu'elles soient du même type et du même capital nominal libéré d'un même montant, sont entièrement assimilées à partir du moment où elles portent même jouissance; dans les répartitions éventuelles de bénéfices comme au cas de remboursement total ou partiel de leur capital nominal, elles reçoivent alors le même montant net, l'ensemble des taxes et impôts auxquels elles peuvent être soumises étant réparti uniformément entre elles.

#### **Article 15 : Actions de préférence**

Sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, il peut être créé, par augmentation du capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, des actions de préférence qui sont elles-mêmes convertibles en actions ordinaires, le tout dans les conditions et limites prévues par les dispositions en vigueur. La société a toujours la faculté d'exiger par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, le rachat ou la conversion, de la totalité de ses propres actions de préférence, conformément aux dispositions du Code de commerce. Elle peut également déléguer ce pouvoir au conseil d'administration.

#### **Article 16 : Emission d'autres valeurs mobilières**

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par le conseil d'administration, à moins qu'elle ne le soit par l'assemblée générale ordinaire qui peut également l'autoriser.

L'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, est de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

#### **Article 17 - Conseil d'administration**

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit au plus; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de dix-huit personnes pourra être dépassé dans les conditions et limites fixées par le Code de commerce.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire. Les personnes morales nommées administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était administrateur en son nom propre.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Les administrateurs peuvent exercer leurs fonctions jusqu'à l'âge de 80 ans.

Sauf lorsque le Code de commerce le dispense de cette obligation, chaque administrateur est tenu d'être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à 50 (cinquante).

#### **Article 18 – Président du Conseil**

Le conseil élit parmi ses membres un président, qui est obligatoirement une personne physique, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il détermine sa rémunération. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à son mandat. Le président du conseil ne doit pas avoir atteint l'âge de 75 ans. Lorsqu'il a atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci. Il rend compte dans un rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

S'il le juge utile, le conseil peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence du président, à présider les séances du conseil et les assemblées. En l'absence du président et des vices-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la réunion. Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

#### **Article 19- Délibérations du Conseil – Procès-Verbaux**

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il est convoqué par le président à son initiative et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du directeur général ou encore, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs. Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est arrêté par le président. Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation, mais sous réserve du consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix et chaque administrateur présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante. Si le conseil est composé de moins de cinq membres et que deux administrateurs seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

#### **Article 20 – Pouvoirs du Conseil**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

#### **Article 21 – Direction Générale**

La direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux, qui porte le titre de directeur général.

Le conseil d'administration statuant dans les conditions définies par l'article 17 choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale. Il peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où le président exerce les fonctions de directeur général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Lorsque la direction générale n'est pas assumée par le président du conseil d'administration, le conseil d'administration nomme un directeur général auquel s'applique la limite d'âge fixée pour les fonctions de président.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf s'il assume les fonctions de président du conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au conseil d'administration. Il engage la société même par ses actes ne relevant pas de l'objet social, à moins que la société ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers auxquels toutes décisions limitant ses pouvoirs sont inopposables. Il peut être autorisé par le conseil d'administration à consentir les cautions, avals et garanties donnés par la société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer un ou, dans la limite de cinq, plusieurs directeurs généraux délégués. La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux directeurs généraux délégués. Le ou les directeurs généraux délégués peuvent être choisis parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux. Ils sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. Lorsque le directeur général cesse ou est hors d'état d'exercer ces fonctions, le ou les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général. En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général. Le conseil fixe le montant et les modalités de la rémunération du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués.

## **Article 22 – Conventions entre la Société et un Dirigeant, un Administrateur ou un Actionnaire**

Toute convention intervenant entre la société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par le Code de Commerce. Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la société par personne interposée. Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leur implication financière, elles ne sont pas significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs

engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

### **Article 23 – Expertise Judiciaire**

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, poser par écrit des questions au président du conseil d'administration sur une ou plusieurs opérations de gestion de la société ainsi que, le cas échéant, des sociétés qu'elle contrôle.

A défaut de réponse ou à défaut de communication d'éléments de réponse satisfaisants, ces actionnaires peuvent demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

### **Article 24 - Censeurs**

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'assemblée générale ordinaire peut nommer à la majorité des voix, au maximum, deux censeurs choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. Les censeurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Toute personne morale qui sera désignée en qualité de censeur devra désigner un représentant permanent.

Les censeurs sont nommés pour une durée de trois ans, leurs fonctions prenant fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leurs fonctions. Tout censeur sortant est rééligible.

Les censeurs ont pour mission de veiller à la stricte application des statuts, des lois et règlements.

Ils examinent les comptes annuels et leurs annexes, et peuvent procéder au contrôle des pièces comptables. Ils présentent à ce sujet leurs observations à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires lorsqu'ils le jugent utile.

Ils sont convoqués à toutes les réunions du conseil d'administration et bénéficient d'un droit d'information dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les administrateurs. Ils assurent, à chaque séance, les fonctions de scrutateur. Ils prennent part également aux délibérations avec voix consultative, mais leurs voix ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La rémunération des censeurs est fixée par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

### **Article 25 - Commissaire aux comptes**

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par le Code de commerce. Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère le Code de commerce, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par les textes en vigueur. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés, à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent des comptes annuels ou intermédiaires, ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du conseil.

### **Article 26 - Assemblées d'actionnaires**

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent

l'être par les personnes désignées par le Code de Commerce, notamment par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les réunions se tiennent, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées, déposer un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion, au lieu indiqué dans ladite convocation, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour participer ou se faire représenter aux assemblées, avoir leurs actions inscrites à leur compte sur les registres de la société, cinq jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée.

Tout actionnaire peut donner pouvoir à un autre actionnaire ou à son conjoint en vue d'être représenté à une assemblée. Il peut également voter par correspondance conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les propriétaires de titres n'ayant pas leur domicile sur le territoire français peuvent se faire représenter par un intermédiaire inscrit dans les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou un administrateur spécialement délégué à cet effet par le président. A défaut l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Le bureau de l'assemblée désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux d'assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées conformément à la loi.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

#### **Article 27 : Droit de communication des actionnaires**

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication et la société a l'obligation de mettre à sa disposition dans les conditions prévues par la loi, les documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à disposition des actionnaires sont déterminées par la loi et les décrets qui la complètent.

#### **Article 28 - Année sociale**

L'année commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

#### **Article 29 - Comptes sociaux**

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des comptes annuels conformément aux dispositions du code de commerce et établit un rapport de gestion écrit, exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires.

*Ced*

Toutefois, si des modifications interviennent dans la présentation des comptes annuels ou dans les méthodes d'évaluation, elles sont décrites et justifiées dans l'annexe et signalées dans le rapport de gestion et dans le rapport des commissaires aux comptes, afin de permettre à l'assemblée générale de se prononcer.

Des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du conseil d'administration et présentés à l'assemblée annuelle, si la société remplit les conditions exigées pour l'établissement obligatoire de ces comptes.

L'assemblée générale statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

### **Article 30 - Affectation et répartition des bénéfices**

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

### **Article 31 - Perte du capital - Dissolution - Liquidation**

Si les pertes constatées dans les documents comptables et l'état des capitaux propres ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le conseil d'administration est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

L'assemblée générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

### **Article 32 - Contestations**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le département du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près du tribunal de grande instance du siège social.

